

Nous ne voyons guère que trois moyens possibles pour amener une déviation de cette envergure, en admettant que la chose soit le moins possible. Il faudrait d'abord augmenter injustement les droits de douane sur les produits provenant des États-Unis. Des propositions qui ont été faites, on pourrait dire qu'elles rappellent la méthode Bennett. Ma foi, je ne pense pas que ce soit là le programme envisagé et je suis d'avis qu'il créerait de graves difficultés si on y voyait un moyen d'obtenir ce souhaitable résultat qui est de permettre au Royaume-Uni de gagner des dollars canadiens.

La deuxième méthode serait au moyen d'un contrôle de l'État sur le commerce, les exportations et importations, ce qu'on pourrait appeler la méthode soviétique. Le gouvernement actuel n'y songe certainement pas, pas plus qu'aucun autre gouvernement canadien, comme à une méthode convenable pour nos politiques commerciales.

La troisième méthode consiste à diminuer ou à supprimer les barrières tarifaires entre le Canada et les pays du Commonwealth, ce qu'on pourrait appeler, je suppose, la méthode Thorneycroft. On nous a donné l'impression que le Gouvernement n'est pas trop enthousiaste à ce sujet. Le ministre des Finances était censé avoir un ordre du jour secret, de son cru, à Mont-Tremblant, mais jusqu'ici le public canadien n'a pas eu le moindre indice de ce que pouvait contenir cet ordre du jour.

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Il n'avait pas son propre ordre du jour secret.

Le très hon. M. St-Laurent: On a publié un compte rendu d'une conférence de presse, tenue par le ministre des Finances avant la réunion du Mont-Tremblant, conférence qui se déroulait superbement jusqu'au moment où les journalistes ont commencé à poser des questions au sujet de l'ordre du jour prévu pour la conférence. L'ordre du jour, leur a-t-on répondu, était confidentiel, et rien ne pouvait alors être divulgué au sujet des voies et moyens.

L'hon. M. Fleming: L'ordre du jour n'était pas le mien.

Le très hon. M. St-Laurent: J'imagine que l'honorable ministre n'a pas lui-même rédigé l'ordre du jour mais qu'il a eu recours aux services du personnel très compétent du ministère des Finances et du ministère du Commerce lorsqu'il s'est agi de préparer un ordre du jour pour ce genre de réunion.

Dans le discours du trône il est aussi question de l'esprit de camaraderie qui a régné à Mont-Tremblant. Or, cet esprit de camaraderie semble avoir échappé à la sagacité des

journalistes. Permettez-moi de citer un extrait de la dernière livraison du *Financial Post*, celle du 12 octobre, sous le titre suivant: "Les mois de grâce des torys sont expirés".

Le malheur, c'est que la conférence de Mont-Tremblant entre les représentants canadiens et britanniques a été un grand fiasco.

On sait maintenant à quoi s'en tenir sur ce qui s'est passé derrière la scène (voir page 3 du présent numéro).

Les Britanniques étaient préparés à fond pour la réunion. Les Canadiens ne l'étaient pas.

Le cœur du problème que pose l'augmentation des échanges commerciaux entre le Canada et les pays du Commonwealth se trouve dans la façon dont les gouvernements en cause pourront favoriser une telle tendance sans nuire à leurs engagements envers l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Les Britanniques sont arrivés ici avec une proposition dont ils avaient informé les Canadiens plusieurs semaines à l'avance. Leur plan fut baptisé trop simplement: Zone de libre-échange. Énoncé de façon si succincte, il eut pour effet de stupéfier les Canadiens, et avant qu'on pût l'expliquer plus à fond, il fut relégué aux oubliettes. Une fois expliqué dans tous ses détails, ce plan n'est pas si renversant qu'il en a l'air.

C'est dommage, car une étude approfondie et à froid de ce plan aurait pu être fructueuse. Du moins, si on l'eût examiné calmement, on aurait pu ainsi poser des jalons utiles à des conférences ultérieures. Il reste qu'en réalité on a fait reculer plutôt qu'avancer la cause du commerce entre pays du Commonwealth.

Quelle a été la cause du fiasco à Mont-Tremblant?

Malgré le préavis que les Britanniques annonçaient cette proposition, il semble que les Canadiens se soient rendus à la conférence sans préparation suffisante. Tout le mécanisme de recherche et d'analyse dont le Gouvernement dispose n'a pas été utilisé comme il aurait dû l'être.

Les observateurs d'Ottawa sont également persuadés que le nouveau cabinet canadien n'a pas encore organisé ses méthodes de travail, que les nouveaux ministres ne sont pas suffisamment informés des vues du premier ministre et de leurs opinions réciproques.

Un Britannique a déclaré: "Avant la réunion, les Canadiens parlaient beaucoup de commerce entre pays du Commonwealth mais, une fois rendus à la conférence, apparemment ils n'étaient pas disposés à faire quoi que ce soit d'important à ce propos."

Prenant le pouvoir après un si long pèlerinage dans le désert de l'opposition, il était fatal que le nouveau gouvernement prît quelque temps à apprendre comment conduire les affaires publiques sans accroc.

Mais le Parlement se réunit la semaine prochaine. Les mois de grâce sont révolus. Le nouveau gouvernement devrait s'appliquer à démontrer à ceux qui l'ont porté au pouvoir qu'il sait où il va, qu'il ne fait pas de grandes promesses qu'il ne sait comment tenir.

Je le soutiens il est temps que le Parlement et le peuple canadien apprennent en termes précis quels sont au juste les plans que le Gouvernement a dressés pour détourner notre commerce vers les pays du Commonwealth et ce que comportent au juste les propositions du gouvernement du Royaume-Uni.